Panorama

Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax : (221) 33 822 23 45

http://dakar.usembassy.gov • Panorama • Numéro 100 • Avril 2009

Actualités

De nouveaux volontaires du Corps de la Paix prennent service 1

Les E.-U. soutiennent des programmes durables contre le paludisme 3

Les E.-U. s'engagent à éradiquer le paludisme .. 4

Une délégation africaine participe au Salon International des constructeurs 6

Journée de la terre : Message du Président Obama 7

Politique Etrangère

Les E.-U. veulent siéger au Conseil des Droits de l'homme de l'ONU 9

Focus

La Maison-Blanche salue les initiatives du G20 ..10

Ressources

Programme de bourses Hubert Humphrey 2010 11

De nouveaux volontaires du Corps de la Paix prennent service

Le vendredi 24 avril 2009, 26 volontaires qui ont suivi une formation de huit semaines ont prêté serment sous la direction de l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Sénégal, Son Excellence Madame Marcia Bernicat et de Monsieur Médoune Cissé, Secrétaire Général Adjoint de la Présidence de la République.

De gauche à droite : L'Ambassadeur du Japon, le Directeur Adjoint du Corps de la Paix, l'Ambassadeur des Etats-Unis et le secrétaire adjoint de la présidence

A

Ils ont officiellement pris service auprès de leurs homologues sénégalais dans les secteurs prioritaires suivants : Santé Communautaire (13 volontaires) et Education Environnementale (13 volontaires). Les nouveaux volontaires travailleront dans le cadre du Programme Intégré de Santé Préventive et d'Education Relative à l'Environnement (PROSPERE) récemment développé par le Corps de la Paix et ses partenaires.

Des volontaires prêtant serment

Au cours de son discours, Madame Bernicat a fait connaître aux nouveaux volontaires « qu'ils auront l'immense privilège de servir le peuple sénégalais à travers des champs d'action d'une importance capitale : la diminution du fléau du paludisme, la lutte contre le VIH/SIDA, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'hygiène, l'enseignement à la prochaine génération de sénégalais de la façon de faire pousser de la nourriture pour leur consommation dans les jardins d'école et à travers tellement d'autres moyens, grands et petits ». « Votre travail permettra de sauver des vies, d'inspirer des enfants et de remettre en question des hypothèses. Vous avez un travail gratifiant », a t-elle- ajouté. Mme Bernicat a conclu en disant que le « Corps de la Paix représente ce que l'Amérique a de mieux à offrir : servir d'autres personnes en poursuivant des objectifs de paix et de développement ».

La volontaire "Nianga" au sein de sa famille d'accueil à Keur Demba Kébé (Région de Thiès)

Une volontaire recevant sa lettre d'affectation

Le Corps de la Paix au Sénégal compte actuellement plus de 160 volontaires répartis dans les différentes régions du Sénégal sauf Ziguinchor et Sédhiou. Ils interviennent dans les domaines de la santé communautaire, l'éducation environnementale, le développement des petites entreprises et éco-tourisme, l'agriculture durable, l'agriculture péri urbaine et urbaine et l'agro-foresterie.

La présence du Corps de la Paix remonte à février 1963. En effet, c'est le 17 janvier 1963 que les autorités sénégalaises et américaines ont signé le protocole d'accord autorisant le Corps de la Paix à s'installer au Sénégal. Un mois plus tard, les premiers volontaires arrivèrent au Sénégal. Au nombre de 15, ils étaient tous des professeurs d'anglais qui furent affectés dans différentes lycées et collèges du Sénégal.

Les E.-U. soutiennent des programmes durables contre le paludisme

Le Président Barack Obama a réitéré sa détermination à engager une lutte sans merci contre le paludisme. On peut lire ci-dessous l'intégralité de sa déclaration.

Les États-Unis se joignent à leurs partenaires à l'étranger et aux peuples du monde entier pour réaffirmer leur profond attachement à l'objectif visant à éliminer le paludisme comme cause de mortalité d'ici à 2015.

Pour ce faire, il faut commencer par rayer le paludisme du groupe des principales menaces en matière de santé publique en Afrique, où ce fléau tue près d'un million de personnes chaque année et exerce une pression intolérable sur les systèmes de santé publique. Il est temps de redoubler d'efforts pour libérer le monde d'un mal qui ne devrait plus supprimer des vies.

Ensemble, nous avons réalisé des progrès notables contre cette maladie curable et évitable. Dans toute l'Afrique, des enfants et leurs parents dorment sous des moustiquaires tandis que des associations locales coopèrent avec les femmes enceintes et avec les mères afin de leur assurer, ainsi qu'à leurs enfants malades, l'approvisionnement nécessaire en médicaments antipaludiques. Dans les écoles et les villages, dans des centres de proximité et des lieux de culte, dans des cliniques et des hôpitaux, on sent renaître l'optimisme à l'idée que nous pouvons et que nous allons effectivement atteindre nos objectifs ambitieux.

Ensemble donc, nous pourrons nous appuyer sur ces progrès accomplis contre le paludisme pour nous attaquer à la vaste gamme des dangers qui pèsent sur la société en matière de santé publique, en investissant dans des systèmes de santé et en poursuivant notre collaboration avec nos partenaires afin de mettre en place des programmes très efficaces de prévention et de traitement.

En Afrique, où le fardeau de la maladie est le plus lourd, nombre de pays accomplissent des progrès réellement spectaculaires en vue d'alléger le poids terrible du paludisme, en particulier au bénéfice des catégories les plus vulnérables, si bien que cette maladie a cessé d'être un problème insoluble. Aujourd'hui, je réaffirme ma résolution de me joindre à nos partenaires dans la lutte contre ce fléau.

Une équipe d'agents sanitaires prêts pour une campagne d'aspersion intra-domiciliaire

A

Les E.-U. s'engagent à éradiquer le paludisme

Par Son Excellence Marcia S. Bernicat, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal

Pour la moitié de la population mondiale, le paludisme demeure l'un des pires fléaux de la terre en matière de santé publique. Cette maladie qui engendre la pauvreté et ruine la vie des ménages parvient encore trop souvent à anéantir l'avenir de nombreuses populations de par le monde, notamment en Afrique, en Amazonie et dans la région du delta du Mékong en Asie du Sud-Est. Rien qu'en Afrique tropicale, elle tue près de trois mille personnes par jour, surtout de petits enfants et des femmes enceintes qui en constituent les cibles les plus vulnérables.

Observée le 25 avril, la Journée mondiale contre le paludisme a pour but de sensibiliser sur ce fléau et de mobiliser les efforts pour lutter contre cette maladie. Les États-Unis, pour leur part, ont pris des mesures extraordinaires en vue d'enrayer la propagation de cette maladie contre laquelle il existe des recours tant préventifs que curatifs.

L'Initiative Présidentielle contre le paludisme est dirigée et mise en œuvre par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) avec l'assistance du Centre de Contrôle et de Prévention (CDC) et la collaboration du Corps de la Paix américain. Avec un budget de 1,2 milliard de dollars, étalé sur cinq ans, la PMI constitue un effort historique du gouvernement américain en vue financer des programmes antipaludiques en Afrique. Au Sénégal, la PMI va investir sur une période quatre ans, près de 72 millions de dollars dans des activités de lutte contre le paludisme.

Simple et directe, cette stratégie comporte deux pôles. D'abord, la prévention : la PMI apporte son soutien aux aspersions intra domiciliaires à effet rémanent destinées à éloigner les moustiques, à la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée qui protègent contre les piqûres de moustiques porteurs de paludisme, et au traitement préventif intermittent des femmes enceintes. Au cours de ces deux dernières années, près de 1,5 million de moustiquaires ont distribuées dans le cadre de la PMI. Et, les populations des districts de Richard Toll, Vélingara et Nioro ont pu bénéficier des aspersions intra domiciliaires, protégeant ainsi plus de 645.000 personnes.

Ensuite, le traitement : la PMI assure la distribution de nouveaux médicaments très efficaces et forme des agents sanitaires sur l'utilisation de ces médicaments. De concert avec les gouvernements nationaux et d'autres donateurs, la PMI a contribué très vite à renforcer l'application de cette double stratégie de prévention et de traitement dans quinze États d'Afrique subsaharienne. En effet, l'appui de la PMI au Sénégal a permis de former 3.500 agents de santé communautaires sur le diagnostic et le traitement des cas bénins de paludisme, apportant ainsi un traitement effectif et rapide des personnes atteintes.

Au cours de la troisième année de mise en œuvre de la PMI, les États-Unis ont étendu leurs mesures de prévention et de traitement à plus de 32 millions d'Africains.

Pour mieux lutter contre le paludisme, le PMI collabore avec les autorités religieuses et les communautés de base

En 2008, la PMI a acquis et distribué plus de 6,4 millions de moustiquaires longue durée aux femmes enceintes et aux jeunes enfants, et a assuré 15,6 millions de traitements antipaludiques individuels. Des aspersions intra domiciliaires à effet rémanent ont été effectuées dans six millions de logements, assurant la protection de près de 25 millions de personnes exposées au risque de paludisme.

Au Sénégal, une baisse considérable des cas de paludisme a été notée. Avec l'introduction des tests de diagnostic rapides et l'expansion des activités de prévention, le nombre de personnes infectées a considérablement diminué. En effet, moins de 276.000 cas et 722 décès ont été enregistrés pour l'année 2008.

Une mère et ses enfants sous une moustiquaire imprégnée

Les programmes de lutte contre le paludisme doivent être pérennisés. Le gouvernement américain met l'accent sur l'amélioration des capacités internes des pays d'accueil en privilégiant la formation en gestion, prestation de soins et appui aux services de santé, dont le bon fonctionnement revêtira une importance cruciale pour remporter des victoires durables contre les maladies infectieuses.

Ces succès ont été rendus possibles grâce à des partenariats avec les pouvoirs publics des pays d'accueil, avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, avec le programme antipaludique de la Banque mondiale, avec la Fondation Bill et Melinda Gates et avec d'autres encore. Au Sénégal, la PMI est particulièrement fière de sa relation avec le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) et salue les efforts remarquables de cette dynamique équipe.

Les partenariats conclus avec les associations religieuses et des communautés de base sont particulièrement adaptés aux efforts de lutte contre le paludisme en raison de la confiance que ces groupes inspirent à la population, de leur compétence sur le terrain et de leur aptitude à mobiliser un nombre significatif de bénévoles.

Aujourd'hui, à travers le Sénégal et dans le monde entier, des enfants et leur famille dorment sous des moustiquaires ; des associations de proximité apprennent aux femmes à suivre un traitement antipaludique pendant la grossesse et à obtenir un traitement salutaire pour leurs enfants malades. Dans les écoles et dans les villages, dans les centres sociaux et les lieux de culte, dans les cliniques et les hôpitaux, on sent grandir l'optimisme quant aux chances de succès de la lutte mondiale contre le paludisme. Cet optimisme, nous le partageons. En cette Journée mondiale contre le paludisme, les États-Unis ne cesseront de s'employer à galvaniser les esprits et à mobiliser aussi bien les milieux associatifs que le secteur privé en vue d'éradiquer ce fléau.

A

Une délégation africaine participe au Salon International des constructeurs

Le Service Commercial de l'Ambassade des Etats-Unis a accompagné une délégation d'hommes d'affaires sénégalais, mauritaniens, libériens et béninois au Salon International des Constructeurs de Las Vegas (Nevada) du 20 au 23 janvier 2009. Cette visite entre dans le cadre des activités du service commercial de l'Ambassade qui organise, de manière régulière, des voyages d'affaires à l' occasion de salons internationaux aux Etats-Unis.

Le salon de Las Vegas est le plus important au niveau mondial pour les professionnels du bâtiment ; il attire chaque année plus de 90 000 visiteurs venant de plus de 100 pays. Pendant 4 jours, ces hommes et femmes d'affaires ont pu apprécier les nouvelles techniques en termes de construction, de nouveaux matériaux, et ont montré un grand intérêt en ce qui concerne l'énergie solaire.

Actuellement, le Service Commercial organise un voyage d'affaires au Salon International de l'ameublement et du textile a High Point en Caroline du Nord. La ville de High Point, réputée être la capitale mondiale de l'ameublement, abrite plus de 125 usines d'ameublement et plus de 60 magasins de meubles discount sur plus d'un million de mètres carrés.

Du 24 au 30 avril 2009, cet unique rendez-vous de toute la filière meuble a présenté l'offre la plus exhaustive en matière de mobilier pour la maison, de tissus d'ameublement, de décoration intérieure. Considéré comme l'un des plus prestigieux dans son domaine, cet événement est le rendez-vous de plus de 2.000 fournisseurs avec environ 100.000 visiteurs venant de 110 pays.

Le Service Commercial a pour mission de promouvoir l'accroissement des échanges commerciaux entre la région et les Etats-Unis par le biais de salons internationaux, de recherches de partenaires ou de conseils aux entrepreneurs.

Photo de famille des participants au salon de Las-Vegas

Journée de la terre : Message du Président Obama

L'histoire de notre pays est inextricablement liée à ses ressources naturelles, d'importance vitale. Alors que nous accédons à une époque nouvelle, à la fois si difficile et si prometteuse, il nous faut protéger notre terre, sa nature, son eau, son atmosphère, toutes les ressources enfin qui ont soutenu la croissance et la prospérité de notre nation et enrichi notre vie. En faisant cela, nous nous acquitterons d'une obligation sacrée envers nos enfants et nos petits-enfants tout en créant des occasions de stimuler notre croissance économique.

Pour atteindre ces objectifs, aucune question ne doit retenir davantage notre attention immédiate que le réchauffement planétaire. Les milieux scientifiques ont déjà observé des altérations alarmantes du monde naturel, par exemple le dégel du pergélisol, la fonte des glaciers et la montée du niveau des océans.

Ces changements climatiques mettent l'humanité sérieusement à l'épreuve, mais ils lui ouvrent également le champ d'innovations et à d'adaptations de grande portée. Les États-Unis ont déjà répondu à de tels défis par le passé : la Journée de la Terre doit nous inspirer à surmonter les divergences entre les nations de façon à nous permettre de saisir l'initiative mondiale de la protection de notre planète contre cette menace universelle.

D'un bout à l'autre du pays, nos concitoyens déploient de gros efforts pour aider à limiter l'émission des agents polluants qui provoquent le changement climatique et à minimiser leur effet sur le milieu ambiant, mais nous devons faire plus. Les particuliers comme les organisations peuvent planter des arbres, utiliser des ampoules à faible consommation d'électricité, conduire des voitures économes en carburant, organiser des campagnes de nettoyage et apprendre aux jeunes à préserver l'environnement. De modestes modifications de notre train de vie peuvent avoir un effet très salutaire sur notre milieu. On peut se déplacer à pied, à vélo ou emprunter les transports publics ; on peut acheter des produits qui ont moins d'emballage ; on peut aussi recycler et réutiliser le papier, le plastique, le verre et l'aluminium plus régulièrement. Les ménages aux États-Unis peuvent également économiser de l'argent en choisissant des produits plus efficaces sur le plan énergétique, en éteignant les lumières, en débranchant certains appareils et en réduisant leur chauffage et leur climatisation.

Les pouvoirs publics comme les entreprises doivent, eux aussi, prendre des mesures sérieuses et soutenues en vue de protéger notre précieux patrimoine naturel. Grâce à des investissements dans la recherche-

A

développement scientifique et à la recherche vigoureuse de sources d'énergie de substitution et renouvelables, nous pourrons créer des millions d'emplois verts qui nous permettront de réduire les gaz à effet de serre et d'exceller au sein d'une économie mondiale concurrentielle. Mon gouvernement est résolu notamment à renforcer les normes de consommation des véhicules et à mettre en circulation davantage de voitures à moteur hybride, à améliorer l'isolation thermique de millions de logements et à promouvoir les efforts du secteur privé en faveur d'un avenir à énergie propre. Mon gouvernement travaille aussi à l'élaboration d'une politique énergétique et climatique exhaustive, destinée à alléger notre dépendance à l'égard des importations pétrolières, à faire des États-Unis le modèle mondial des techniques énergétiques non polluantes et à prévenir les pires conséquences des changements climatiques.

C'est le président Theodore Roosevelt qui souligna notre obligation envers les générations futures lorsqu'il déclara : « De toutes les questions qui pourraient se poser à notre nation - mis à part le maintien même de son existence lors d'une grande guerre -, il n'en existe aucune qui approche en importance de l'immense devoir central de laisser cette terre encore meilleure pour nos descendants qu'elle ne l'a été pour nous. » En tenant compte de cet appel du président Roosevelt et en maintenant vivace son esprit indomptable, engageons-nous à protéger notre environnement et à assurer la santé de notre planète afin que nous puissions en léguer les magnifiques bienfaits à nos petits-enfants.

Cela, nous le ferons en reconnaissance non seulement de la place centrale qu'occupe l'environnement dans le développement de notre pays, mais aussi de la forte interdépendance écologique qui existe entre les nations. L'histoire nous a montré que nous récolterons ce que nous avons semé. Réaffirmons notre attachement à un monde qui nous fournira d'abondantes récoltes non seulement aujourd'hui, mais pendant de nombreuses générations à venir.

C'est pourquoi je soussigné Barack Obama, président des États-Unis d'Amérique, en vertu de l'autorité que me confèrent la Constitution et le droit des États-Unis, proclame le 22 avril 2009 Journée de la Terre. J'encourage tous mes concitoyens à contribuer à la protection de l'environnement et au maintien durable d'un monde en bonne santé.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature en ce vingt-deuxième jour d'avril de l'an de grâce deux mille neuf, deux cent trente-troisième année de l'indépendance des États-Unis d'Amérique.

Les E.-U. veulent siéger au Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Les États-Unis sont convaincus qu'œuvrer au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations unies est le meilleur moyen de renforcer l'objectif de cette organisation qui est de contrer les violations des droits de l'homme, a dit l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU.

La secrétaire d'État Hillary Rodham Clinton et la représentante permanente des États-Unis à l'ONU Susan Rice ont annoncé le 31 mars l'intention des États-Unis de présenter leur candidature à un siège au Conseil des droits de l'homme des Nations unies cette année.

Mme Susan Rice

Le Conseil des droits de l'homme est un organe intergouvernemental qui relève de l'Organisation des Nations unies ; composé de 47 membres, il a pour mission de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde, a indiqué le porte-parole adjoint par intérim du département d'État Gordon Duguid.

« Les droits de l'homme sont un élément essentiel de l'ensemble de la politique étrangère des États-Unis », a dit Mme Clinton. « De concert avec d'autres pays, nous chercherons à améliorer le mécanisme onusien des droits de l'homme afin de mieux réaliser la vision de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies. »

La prochaine série d'élections à ce Conseil est prévue pour le 15 mai à l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Les membres sont élus pour un mandat de trois ans. Le Conseil des droits de l'homme a été créé en mars 2006 pour remplacer la Commission onusienne sur les droits de l'homme, en grande partie dysfonctionnelle ; il devra faire l'objet d'un examen officiel de sa structure et de ses procédures en 2011.

Ayant choisi de ne pas se joindre au Conseil des droits de l'homme au moment de sa création en 2006, les États-Unis ont commencé en mars à participer à ses travaux à titre d'observateur pour faire face au problème des violations des droits de l'homme dans le monde.

« Les États-Unis ont contribué à fonder les Nations unies et continuent d'avoir un intérêt vital à appuyer l'attachement réel de cette organisation aux principes des droits de l'homme que nous partageons avec d'autres États membres », a souligné Mme Clinton.

Mme Rice a affirmé qu'œuvrer au sein de ce Conseil est une manière plus efficace de promouvoir et de protéger les droits de l'homme. « Ceux qui sont victimes de violations de leurs droits et font l'objet d'oppression dans le monde, de même que ceux qui consacrent leur vie à défendre les droits de l'homme, ont besoin que ce Conseil soit équilibré et crédible », a-t-elle souligné.

Lors d'une conférence de presse téléphonique, Mme Rice a souligné que les États-Unis ne voient aucun avantage à critiquer le conseil de l'extérieur sans avoir une influence significative sur ses décisions.

M. Duguid a précisé que la décision de se joindre au Conseil des droits de l'homme entre dans le cadre « de la nouvelle ère d'engagement » du gouvernement Obama vis-à-vis des autres pays du monde.

L'ambassadeur du Nigéria et actuel président du Conseil des droits de l'ONU, M. Martin Uhomoibhi, a publié un communiqué au siège de cette organisation à Genève, disant qu'il se félicitait chaleureusement de cet engagement des États-Unis.

« Si les États-Unis devenaient membres à part entière du conseil, je suis convaincu qu'ils continueront à lui fournir un apport de grande valeur », a ajouté M. Uhomoibhi.

Le président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis, M. Howard Berman, a affirmé que les États-Unis étaient restés trop longtemps en marge du Conseil des droits de l'homme.

« J'appuie fermement la décision du gouvernement de renouer le contact avec le Conseil des droits de l'homme de l'ONU en briguant un siège cette année. Ce forum mondial devient de plus en plus dysfonctionnel et politisé, avec pratiquement aucun conseil de la part des États-Unis », a indiqué M. Berman.

Et d'ajouter que « l'insistance pathologique du Conseil pour diaboliser Israël » l'a empêché de faire face aux crises des droits de l'homme qui sévissent au Zimbabwé, au Soudan et dans d'autres pays et qui ont pratiquement échappé à tout examen.

F

La Maison-Blanche salue les initiatives du G20

« La réunion au sommet de Londres revêt une importance historique à cause de l'ampleur des problèmes auxquels nous nous heurtons et à cause de la rapidité de notre réaction et de son ampleur », a déclaré le Président Obama lors de la conférence de presse qu'il a donnée le 2 avril, à l'issue de cette réunion d'une journée.

La Maison-Blanche a indiqué que le président allait demander au Congrès de voter les crédits nécessaires (448 millions de dollars) pour apporter une aide d'urgence à certains pays en développement de manière à leur permettre de faire face aux effets actuels et prévus de la crise sur les catégories extrêmement pauvres de leur population. Cette aide financière viendra s'ajouter aux mesures prises par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les banques multilatérales de développement et d'autres bailleurs de fonds en vue de stabiliser l'économie des pays en difficulté et de rétablir le secteur financier international.

Les chefs d'État et de gouvernement des États membres du G20 « ont réagi aujourd'hui en prenant un ensemble sans précédent de mesures exhaustives et concertées », a dit le président.

Ils ont annoncé ces mesures dans un communiqué détaillé. Parmi les points saillants de ce communiqué figure l'engagement de consacrer 1.100 milliards de dollars au rétablissement du crédit, de la croissance économique et de l'emploi dans l'économie mondiale.

Cet énorme montant comprend 750 milliards de dollars pour la création d'un fonds d'aide d'urgence au sein du Fonds monétaire international (FMI) dont la mission est d'aider les États en cas de crise financière et 250 milliards de dollars pour l'émission de nouveaux droits de tirage spéciaux (DTS). Les DTS constituent l'unité de compte du FMI qui permet d'accroître les réserves existantes de ses États membres. Les chefs d'État et de gouvernement sont aussi convenus de fournir au moins 100 milliards de dollars de plus aux banques multilatérales de développement et de garantir 250 milliards de dollars pour faciliter le financement des échanges commerciaux.

Enfin, ils sont convenus d'autoriser le FMI à vendre une partie de ses réserves d'or pour financer l'aide aux pays les plus pauvres.

M. Obama a fait l'éloge des autres chefs d'État et de gouvernement du G20 pour avoir rejeté le protectionnisme, faisant remarquer que l'histoire avait montré à de multiples reprises que les restrictions entravant les échanges commerciaux avec d'autres pays ne faisaient qu'aggraver une crise.

Les États membres du G20, a-t-il dit, sont d'avis qu'un cadre réglementaire plus strict et plus efficace est nécessaire pour mettre fin aux hauts et bas de l'économie qui entravent une croissance durable et qui ont permis de prendre des risques excessifs compromettant la prospérité.

M. Obama a aussi annoncé que les États-Unis doubleraient leur soutien au développement de l'agriculture pour le porter à 1 milliard de dollars en vue d'aider les gens à se sortir de la pauvreté. « Nous soutiendrons aussi l'ONU et la Banque mondiale pendant qu'elles coordonnent l'aide rapide qui est nécessaire pour prévenir une catastrophe humanitaire », a-t-il dit.

Après avoir félicité les autres participants à la réunion au sommet et le premier ministre britannique, M. Gordon Brown, pour l'organisation de cette réunion, M. Obama a fait remarquer qu'il était « difficile pour 20 chefs d'État d'aplanir leurs divergences ». « Nous avons tous, a-t-il dit, une politique nationale, des hypothèses de départ et une vie politique qui nous sont propres, mais les habitants de nos pays souffrent et ont besoin que nous nous mettions d'accord. »

Photo de famille des participants du G20

Programme de bourses Hubert Humphrey 2010

L'objectif de ce programme est de permettre aux personnes qui travaillent dans l'Administration ou le secteur privé du Sénégal, de se rendre aux Etats-Unis pour une année non renouvelable d'études universitaires et de stage pratique non sanctionnés par un diplôme, durant l'année académique 2010-2011. Le programme vise essentiellement les cadres qui occupent de hautes fonctions, avec un potentiel pour assumer des responsabilités plus importantes dans un proche avenir.

DOMAINES DANS LESQUELS LES BOURSES SONT OCTROYEES

Les bourses Humphrey sont accordées selon une sélection très rigoureuse dans les domaines suivants: éducation, gestion des ressources humaines, financières et matérielles, naturelles et environnementales, économie de développement et agricole, planification régionale et urbaine, communications, finance et banque, droit et droits de l'homme, santé publique, avec un accent particulier sur le traitement de l'abus de la drogue et le SIDA.

CRITERES DE SELECTION

Les bourses Humphrey sont attribuées par un comité scientifique qui siège à Washington et qui évalue rigoureusement l'importance de la valeur scientifique des candidatures soumises après présélection. Pour être présélectionnés, les candidats devront être titulaires de la Maîtrise complète et justifier de cinq (05) ans au moins d'expérience professionnelle. Ils devront remplir et déposer un formulaire de candidature.

Après réception de tous les dossiers de candidature à la Section des Affaires Publiques, il sera ensuite organisé des tests d'anglais dans les locaux de DELC (ex-AELP), sis à la rue Carnot, pour une meilleure évaluation du niveau des candidats. Seuls pourront être interviewés les candidats qui auront passé lesdits tests avec succès. La connaissance de l'anglais est fondamentale pour ce programme Humphrey, et les candidats devront totaliser un score de 600 points au test du TOEFL avant de pouvoir accéder aux universités américaines. Seuls les finalistes pourront passer les tests du TOEFL. Les femmes sont vivement encouragées à postuler à ce programme. La date des interviews sera communiquée ultérieurement, probablement en mi-juin, et la sélection finale se fera à Washington. Les résultats définitifs seront communiqués dès leur parution.

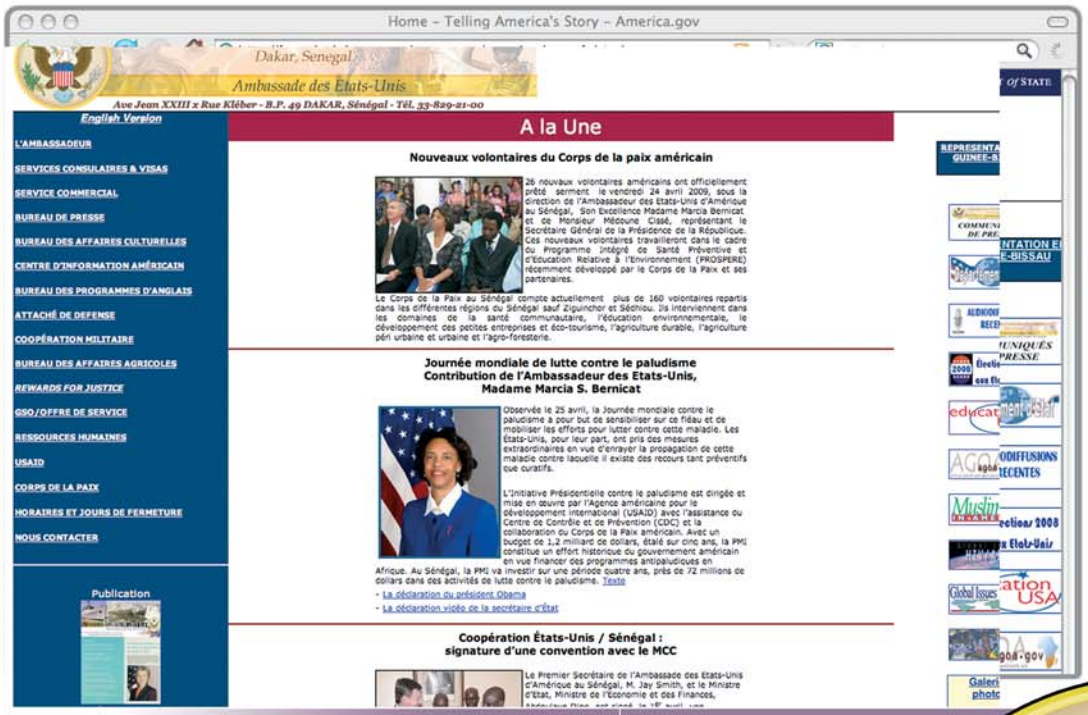
FORMULAIRES DE CANDIDATURES ET DATE LIMITE

Cette annonce ainsi que le formulaire sont accessibles dans la partie « section culturelle », « bourses américaines » du site web de l'Ambassade ci-après : **http://dakar.usembassy.gov.** Pour postuler au programme Humphrey, les candidats doivent cliquer sur le lien ci-après : **http://apply.embark.com/student/humphrey/fellowship/** et accéder au formulaire « en-ligne ». Le dossier de candidature comprend en plus du formulaire, les relevés de notes et copies des diplômes universitaires, des lettres de référence, et d'autres documents figurant en annexe du formulaire. La date limite de clôture des candidatures est fixée au lundi 1er juin 2009 à 17 heures.

Destinataire :

Quoi de neuf ?

L'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a le plaisir de vous inviter à visiter sa nouvelle page web sur les études aux Etats-Unis logée à l'adresse suivante : **http://french.dakar.usembassy.gov/wwwheduusafr.html** . Vous y trouverez toutes les informations relatives au service d'orientation du bureau des Affaires Publiques de l'Ambassade et également tous les conseils pratiques pour les étudiants qui désirent poursuivre leurs études aux Etats-Unis.



Panorama

Directeur de la publication : Katherine DIOP

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angélita MENDY

Conception - Réalisation : POLYKROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax: (221) 33 822 23 45